



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 1061

Texte de la question

SUPPRESSION DE L'ALLOCATION ÉQUIVALENT RETRAITE

Mme la présidente. La parole est à M. Régis Juanico, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. M. Régis Juanico. Monsieur le Premier ministre, le chômage s'envole dans notre pays : 300 000 chômeurs de plus en six mois, dont 90 000 pour le seul mois de janvier. C'est du jamais vu ! Dans le département de la Loire où je suis élu, deuxième département français pour la sous-traitance automobile avec ses 30 % d'emplois industriels, le chômage a progressé de 25 % en un an. Les plans sociaux se multiplient : après Jean Caby, groupe bien connu de l'agro-alimentaire, qui ferme son site de Saint-Priest-en-Jarez et supprime 350 emplois, c'est au tour de Manitowoc, constructeur de grues, d'annoncer 130 licenciements à Saint-Nizier-sous-Charlieu... Et ce n'est qu'un début, nous le savons tous.

Monsieur le Premier ministre, dans ce contexte de chômage massif, que fait votre gouvernement ? ("*Rien !*" sur les bancs du groupe SRC.) Il persiste à mener une politique inefficace, contreproductive, qui joue contre l'emploi et contre les chômeurs. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Ainsi, vous conduisez un plan social sans précédent dans la fonction publique, avec 30 000 suppressions de postes cette année et 20 000 emplois menacés dans les hôpitaux publics ; avec l'offre raisonnable d'emploi, vous prévoyez de faire pression sur les chômeurs et de les sanctionner au moment même où l'emploi se raréfie ; enfin, vous encouragez les heures supplémentaires au détriment de l'embauche : nous sommes le seul pays où les heures supplémentaires coûtent moins cher aux employeurs qu'une heure de travail normale. ("*C'est vrai !*" sur les bancs du groupe SRC.)

Monsieur le Premier ministre, votre politique de l'emploi est à contretemps. Elle nous conduit au fiasco. Qu'attendez-vous pour augmenter significativement le nombre de contrats aidés et de contrats d'autonomie pour les jeunes ? Qu'attendez-vous pour généraliser le contrat de transition professionnelle sur tout le territoire ? Qu'attendez-vous pour recruter de nouveaux conseillers au sein de pôles emploi afin de prendre en charge le traitement des dizaines de milliers de dossiers d'indemnisation de chômeurs, aujourd'hui en souffrance ? Bref, monsieur le Premier ministre, quand allez-vous changer radicalement votre politique de l'emploi et renoncer, notamment, à l'erreur originelle du paquet fiscal ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi*. Monsieur Juanico, il est vrai que le département de la Loire dont vous êtes élu, et que je connais bien, souffre dans cette période. Mais ce département mérite mieux que ce genre d'intervention caricaturale. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Alors nous ne faisons rien ? Vous prétendez ainsi que nous ne faisons rien pour maintenir l'emploi. Je vais donc vous rappeler, tout d'abord, les mesures que nous avons prises en matière d'activité partielle : les salariés de la Loire qui, auparavant, n'étaient indemnisés qu'à hauteur de 50 % de leur régime, verront garanti jusqu'à 90 % de leur salaire au niveau du SMIC, au terme des négociations que nous avons menées en ce domaine.

Prenons un autre exemple : vous avez évoqué les CTP, et nous étions, la semaine dernière, plusieurs députés ici présents et moi-même, du côté de Saint-Dié.

M. André Gerin. N'importe quoi !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Nous n'avons pas attendu pour étendre le CTP à huit bassins supplémentaires, notamment dans les Vosges, pour que ce dispositif puisse mieux couvrir des personnes qui en

ont besoin et les territoires qui souffrent.

Quant aux contrats aidés, la manière dont vous en parlez est une insulte pour tous les acteurs locaux et pour toutes les associations (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR*), qui se mobilisent quotidiennement sur le terrain pour valoriser les contrats aidés, trouver des postes et des abondements, notamment dans les maisons de retraite, afin d'offrir des débouchés à ceux qui en ont besoin.

Enfin, vous évoquez l'assurance chômage. Vous insultez les partenaires sociaux lorsque vous dites qu'ils n'ont rien fait, qu'ils ne bougent pas. (*Mêmes mouvements.*) Je vous rappelle qu'ils ont négocié, conjointement avec le Gouvernement, un dispositif d'assurance chômage qui améliore considérablement les choses.

C'est très facile de clamer dans l'hémicycle : " Vous ne faites rien. " Mais, en disant cela, vous insultez les agents de pôle emploi, vous insultez les partenaires sociaux (*Protestations et huées sur les bancs des groupes SRC et GDR*), vous insultez les collectivités locales et tous ceux qui essayent, dans cette période difficile, de construire une politique de l'emploi pour mieux protéger nos compatriotes ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC. - Protestations et huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. André Gerin. C'est insupportable d'entendre ça, et, en plus, de la part du secrétaire d'État chargé de l'emploi !

Données clés

Auteur : [M. Régis Juanico](#)

Circonscription : Loire (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1061

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Emploi

Ministère attributaire : Emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 11 mars 2009